Audience avec le cabinet de la ministre Montchalin – Nantes, le 10 septembre 2020

À l'occasion du passage à Nantes de la ministre de « la transformation et de la Fonction Publique », Solidaires Finances Publiques et CGT Finances Publiques ont été reçus en Préfecture par Sandrine Staffolani, conseillère « Fonction Publique et diversité » au cabinet de la ministre.

En invitée surprise, notre directrice régionale des Finances Publiques assistait à l'entrevue programmée initialement pour une durée d'une vingtaine de minutes, ce qui est bien peu pour aborder toutes les questions du moment, quand bien même nous ne serions restés que sur des questions Finances publiques.

En préambule nous avons critiqué le fait que la Fonction Publique, les services publics soient quasi absents du Plan de Relance, hormis un « petit » milliard pour la « transformation numérique ». La réponse a été « oui, mais ce sont les agents des services publics qui vont faire vivre ce plan », l'enjeu étant, selon la ministre, d'être « en proximité, plus simple, plus efficace ». Ce qui va être compliqué s'il y a moins de fonctionnaires et moins d'implantations en territoires… Nous avons illustré notre propos avec l'exemple des trésoreries qui sont appelées à fermer très rapidement. Plus globalement, nous avons insisté sur le retrait des services publics des territoires, le plan de fermeture des bureaux de Poste étant emblématique. Les services de plein exercice ne peuvent être efficacement remplacés par les services numériques et les maisons France Services. Et pour ces dernières, si nous avons souligné leur rôle essentiel pour lutter contre la fracture numérique, ce devrait être complémentaire des services de plein exercice. Par ailleurs, nous avons souligné le faible maillage des MFS en Loire Atlantique et qu'il fallait faire attention aux grands plans généraux qui pouvaient ne pas correspondre à la réalité du terrain.

Mme Staffolani nous a présenté l'enquête adressée aux fonctionnaires pour « identifier les points de blocages » de l'action publique. Quand les politiques veulent évacuer un problème, ils créent une commission. Quand un ministre débarque, il procède à une enquête… Bref nous n'avons que l'embarras du choix dans nos réponses : changements et restructurations incessantes, management dépassé, des politiques ministérielles reposant principalement sur la recherche des économies budgétaires… La liste pourrait être longue mais n'ira sans doute pas dans le sens de nos « réformateurs ».

Nous avons abordé la question de l'emploi public et aussi des conditions salariales. Dans quelle entreprise privée le gel des salaires aurait pu se poursuivre pendant 20 ans ? Il y a une urgence salariale que souligne d'ailleurs une crise d'attractivité dans des pans entiers du service public (hôpitaux, enseignement, police…). Crise d'attractivité aussi en raison des conditions de travail désastreuse, comme à l'hôpital. L'occasion de déplorer le « gaspillage » de ressources et de moyens quand on forme des personnels pendant 3 ou 4 ans pour, au bout de quelques années les voir démissionner. Nous avons posé aussi là les résultats plus que décevant du « Ségur », notamment en matière salariale, qui n'allait pas du tout pouvoir résorber ce déficit d'attractivité !

Nous avons aussi demandé la fin du jour de carence, une prise en charge des mutuelles par les employeurs publics, l'abrogation de la loi de transformation de la Fonction publique, en rappelant la nécessité des CAP et la catastrophe à venir de la fin des CHSCT. Mme Staffolani a cru bon de préciser que les prérogatives du CHSCT seraient intégrées aux CT (CSA, CSE…) mais nous lui avons rappelé que seule l'instance CHSCT pouvait avoir du poids et un impact auprès des directions. Leur liquidation, comme celle des CAP, concrétise un vertigineux recul des droits des agents publics. La CGT a insisté sur l'extrême brutalisation des agent.es publics ballotté.es par les restructurations, avec de moins en moins de droits. La marginalisation des représentant.es du personnel, sevré.es d'informations accompagne l'arbitraire des décisions.

Pour les Finances Publiques, nous avons relevé les résultats en chute libre du Contrôle Fiscal (rapport du Sénat) que la communication de Gérald Darmanin sur de supposés mirifiques résultats du Data Mining en matière de contrôle fiscal avait tenté de camoufler. Nous avons aussi évoqué le NRP (Nouveau Réseau de Proximité) qui éloigne l'usager du service public en fermant des structures, le recul des missions qui mine le moral des agent.es, la démétropolisation en trompe l'œil… La dernière enquête de l'observatoire interne du ministère révélait que 69 % des agent.es considèrent les changements trop rapides et 84 % que la DGFIP évolue dans un sens négatif. Des chiffres qui devraient alerter en « haut lieu »…

Bref une journée n'eut pas suffit à aborder l'ensemble des problèmes qui se posent dans la sphère publique. Mme Staffolani a pris des notes. Cela ne changera pas le cours des choses.

Seul le rapport de force, la mise en mouvement d'une majorité de collègues pourra faire obstacle à la casse des services publics et empêcher leur marginalisation.

RDV le 17 septembre !